



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

VILLE D'ARGELES-SUR-MER

Commune d'Argelès-sur-Mer en agglomération

ARRÊTÉ portant à restriction temporaire de la circulation et du stationnement.

N° 2023.267

LE MAIRE DE LA COMMUNE D'ARGELES-SUR-MER

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2022 approuvant la révision du Règlement Local de Publicité,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 8 décembre 2022 arrêtant le projet de Plan Local de Publicité,
Vu l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites en date du 20 avril 2023,
Vu la décision N° E23000054/34 en date du 11 mai 2023 de M. le Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant madame Martine JUSTO, ingénieur informatique retraitée, demeurant 3 Place de la République – LAROQUE DES ALBERES, en qualité de commissaire-enquêtrice,
Vu les pièces du dossier relatives au Plan Local de Publicité de la Ville d'Argelès-sur-Mer soumises à enquête publique ;

ARTICLE I - Objet, date et durée de l'enquête.

Il sera procédé à une enquête publique dont l'objet est d'assurer l'information et la participation du public sur le projet de Règlement Local de Publicité de la Ville d'Argelès-sur-Mer du 19 juin 2023 au 25 juillet 2023.

ARTICLE II - Désignation de la commissaire enquêtrice.

Madame Martine JUSTO, demeurant à LAROQUE DES ALBERES, inscrite sur la liste départementale des commissaires enquêteurs des Pyrénées-Orientales, a été désignée pour conduire la présente enquête publique par M. le Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE III - Modalité de mise à disposition du dossier d'enquête publique et observations du public.

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par la commissaire enquêtrice, seront tenus à la disposition du public, pendant la durée de l'enquête, en mairie d'Argelès-sur-Mer (Allée Ferdinand Buisson) aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre-propositions, sur les registres ouverts à cet effet ou les adresser à la commissaire-enquêtrice via l'adresse électronique :

Martine.justo@gmail.com

Un accès gratuit au dossier est également garanti sur un poste informatique accessible au public en mairie aux jours et heures d'ouverture.

Mairie - Allée Ferdinand Buisson
CS 50099 - 66704 Argelès-sur-Mer Cedex

Tél : 04 68 95 34 58
Fax : 04 68 81 60 63

Mél : mairie@ville-argelessurmer.fr
Site : www.ville-argelessurmer.fr

Les observations adressées par mail envoyées à la commissaire-enquêtrice, seront annexées au registre d'enquête publique mis à la disposition du public.

Seules les observations émises pendant la durée de l'enquête seront prises en considération.

ARTICLE IV - Communication du dossier d'enquête.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la mairie d'Argelès-sur-Mer dès la publication du présent arrêté.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

ARTICLE V - Accueil du public.

La commissaire-enquêtrice sera présente à la mairie d'Argelès-sur-Mer pour recevoir les observations écrites ou orales du public aux dates et heures suivantes :

- Le lundi 19 juin 2023 de 9h00 à 12h00 ;
- Le lundi 10 juillet 2023 de 14h00 à 17h30 ;
- Le mardi 25 juillet 2023 de 14h30 à 17h30.

ARTICLE VI – Rapport et conclusions de la commissaire-enquêtrice.

À l'expiration du délai d'enquête, le Mardi 25 Juillet à 17h30, le registre d'enquête sera clos et signé par la commissaire-enquêtrice.

Dès réception du registre et des documents annexés, la commissaire-enquêtrice informera, dans la huitaine, le Maire ou son représentant et lui communiquera les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse.

M. le Maire d'Argelès-sur-Mer disposera d'un délai de quinze jours pour adresser à la commissaire-enquêtrice ses réponses éventuelles.

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, la commissaire-enquêtrice transmettra à M. le Maire d'Argelès-sur-Mer le dossier de l'enquête accompagné des registres et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées.

Pendant la même période, ce rapport et les conclusions motivées qui l'accompagnent seront également disponibles sur le site internet de la commune : www.ville-argelessurmer.fr pour y être tenu à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête aux jours et horaires habituels d'ouverture.

ARTICLE VII – Approbation du Plan Local de Publicité.

Le Conseil Municipal d'Argelès-sur-Mer se prononcera par délibération sur l'approbation du Plan Local de Publicité.

ARTICLE VIII – Publicité de l'enquête publique.

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête et les modalités de l'enquête sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Il sera également publié sur le site internet de la commune d'Argelès-sur-Mer : www.ville-argelessurmer.fr

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis sera également publié, par voies d'affichages, à la mairie d'Argelès-sur-Mer et dans tous les sites d'affichages municipaux situés sur le territoire municipal.

L'accomplissement de la formalité d'affichage sera certifié par le maire d'Argelès-sur-Mer à l'issue de l'enquête. Le certificat correspondant sera transmis à la commissaire-enquêtrice.

ARTICLE IX - Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès de Monsieur Jean-Louis TORREILLES Directeur Général Adjoint des Services à la mairie d'Argelès-sur-Mer via l'adresse électronique jl.torreilles@ville-argelessurmer.fr ou au 04.68.95.34.23.

ARTICLE X - Le Directeur Général des Services et Madame la commissaire-enquêtrice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Argelès-sur-Mer, le 01/06/2023

Le Maire



Antoine PARRA.